

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 370

[2007/200170]

21 DECEMBRE 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment ses articles 26, § 1^{er}, 65, § 1^{er}, modifié par le décret du 7 juillet 2006, 70 et 90;

Vu le décret du 7 juillet 2006 modifiant le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'avis 41.540/4 du Conseil d'Etat, donné le 21 novembre 2006 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 11, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les mots "le décret du 13 juin 1991 concernant la liberté d'accès des citoyens à l'information relative à l'environnement" sont remplacés par les mots "les articles D.10 à D.20.18 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement".

Art. 2. A l'article 39, alinéa 2, du même arrêté, les mots "le décret du 13 juin 1991 concernant la liberté d'accès des citoyens à l'information relative à l'environnement" sont remplacés par les mots "les articles D.10 à D.20.18 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement".

Art. 3. L'intitulé de la sous-section 2 de la section 7 du Chapitre II du même arrêté est remplacé par l'intitulé suivant :

« Sous-section 2. — Modalités de la procédure visée aux articles 65, § 1^{er} et 68 du décret »

Art. 4. Les articles suivants sont insérés dans la nouvelle sous-section 2 de la section 7 du Chapitre II du même arrêté :

« Art. 95bis. La proposition ou la demande de complément ou de modification des conditions particulières d'exploitation est introduite auprès de l'autorité compétente, pour délivrer le permis d'environnement en première instance, au moyen d'un formulaire dont le modèle figure en annexe XXII du présent arrêté.

La proposition ou la demande de complément ou de modification des conditions particulières d'exploitation est introduite en trois exemplaires.

Si l'établissement s'étend sur le territoire de plusieurs communes, le nombre d'exemplaires de la proposition ou de la demande, prévu à l'alinéa 2, est à augmenter du nombre d'autres communes sur le territoire desquelles est situé l'établissement.

Art. 95ter. Le fonctionnaire technique envoie son avis sur la nécessité d'organiser une enquête publique :

1^o au collège communal de la ou les communes sur le territoire de laquelle ou desquelles est situé l'établissement;

2^o au demandeur;

3^o à l'exploitant.

Art. 95quater. Une enquête publique est organisée dans les communes suivantes :

1^o la ou les communes sur le territoire de laquelle ou desquelles est situé le projet;

2^o la ou les communes dont une partie du territoire est comprise dans un rayon de 500 mètres autour du périmètre circonscrivant l'ensemble de l'établissement, s'il s'agit d'un établissement de classe 1.

Art. 95quinquies. § 1^{er}. Dans les cinq jours de la réception du document visé à l'article 95ter, la ou les administrations communales annoncent l'enquête publique par l'affichage d'un avis conforme au modèle figurant en annexe X du présent arrêté, vingt-quatre heures avant l'ouverture de l'enquête publique.

Cet avis est imprimé en lettres noires sur fond jaune et a une dimension d'au moins 35 dm². Il est affiché :

1^o à la maison communale;

2^o aux endroits habituels d'affichage;

3^o à quatre endroits proches du lieu où se trouve l'établissement le long d'une voie publique carrossable ou de passage.

Cet avis contient les coordonnées du demandeur et du fonctionnaire technique afin que toute personne puisse obtenir des explications techniques sur le projet.

§ 2. Le jour où elles procèdent à l'affichage de l'avis, la ou les administrations communales envoient une copie de cet avis aux communes limitrophes, au fonctionnaire technique et informent de l'ouverture de l'enquête publique, par écrit, individuellement et à domicile :

1° les propriétaires et occupants des terrains et immeubles situés dans un rayon de 50 mètres autour de l'établissement si celui-ci concerne un établissement de classe 1;

2° les titulaires de droits résultant de servitudes du fait de l'homme ou d'obligations conventionnelles concernant l'utilisation du sol mentionnées dans la demande ou la proposition, que la modification des conditions particulières aurait pour effet d'éteindre ou de modifier.

Art. 95sexies. L'enquête publique dure quinze jours.

Pendant toute la durée de l'enquête, les avis dont il est question à l'article 95quinquies, § 1^{er}, demeurent affichés, de manière bien apparente et lisible.

Art. 95septies. Pendant la durée de l'enquête, le contenu de la demande ou de proposition des conditions particulières, à l'exception des données soustraites à l'enquête publique par décision du fonctionnaire technique conformément à l'alinéa 2, peut être consulté à l'administration communale aux heures d'ouverture des bureaux ainsi qu'un jour par semaine jusqu'à vingt heures ou le samedi matin.

Le fonctionnaire technique décide s'il convient de soustraire à l'enquête publique certaines données, en utilisant les critères d'appréciation donnés à l'article 6 de la loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration et dans les articles D.10 à D.20.18 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

Le dossier de demande de permis soumis à l'enquête publique mentionne le fait que le fonctionnaire technique a décidé de soustraire certaines données à l'enquête.

Art. 95octies. Pendant la durée de l'enquête, toute personne peut adresser ses objections et observations écrites ou orales à l'administration communale en indiquant ses nom et adresse.

Lorsque les observations ou objections sont transmises oralement, l'administration communale rédige un procès-verbal à signer par l'intéressé.

Art. 95nonies. § 1^{er}. A défaut pour le collège communal d'avoir, après l'avertissement visé à l'article 29 du décret, satisfait à son obligation d'organiser une enquête publique, le fonctionnaire technique peut se substituer à celui-ci en accomplissant lui-même les formalités visées aux articles 95quinquies à 95octies.

§ 2. Le fonctionnaire technique procède aux formalités prévues à l'article 95quinquies en ayant recours pour l'affichage de l'avis à un huissier de justice de son choix.

§ 3. Les frais inhérents à l'accomplissement des formalités d'enquête publique sont à charge du collège communal défaillant.

Art. 95decies. Sur base des avis recueillis, le fonctionnaire technique, lorsqu'il n'est pas l'autorité compétente envoie son avis à l'autorité compétente :

1° dans les cinquante jours suivant la réception du procès-verbal de clôture de l'enquête publique;

2° si aucune enquête publique n'a été organisée, dans les 50 jours de l'envoi au fonctionnaire technique de la proposition ou de la demande de complément ou de modification des conditions particulières.

Le jour où il envoie son avis, le fonctionnaire technique en avise le demandeur et l'exploitant.

Art. 96bis. § 1^{er}. L'autorité compétente envoie sa décision, au demandeur, au fonctionnaire technique, à l'exploitant ainsi qu'à chaque autorité ou administration consultée dans un délai de trente jours à dater du jour où elle reçoit l'avis du fonctionnaire technique ou, à défaut, du jour suivant l'expiration des délais visés à l'alinéa 1^{er} de l'article 95decies.

§ 2. Lorsque le fonctionnaire technique est l'autorité compétente, il envoie sa décision au demandeur, à l'exploitant, au collège communal ainsi qu'à chaque autorité ou administration consultée :

1° dans les quatre-vingts jours suivant la réception du procès-verbal de clôture de l'enquête publique;

2° si aucune enquête publique n'a été organisée, dans les quatre-vingts jours de l'envoi au fonctionnaire technique de la proposition ou de la demande de complément ou de modification des conditions particulières.

§ 3. A défaut de décision de l'autorité compétente dans ce délai :

1° lorsque le fonctionnaire technique n'est pas l'autorité compétente, la décision de l'autorité compétente est censée être arrêtée selon les conclusions de l'avis du fonctionnaire technique. A

2° défaut d'avis dans le délai visé à l'article 95decies, la demande est censée être rejetée;

lorsque le fonctionnaire technique est l'autorité compétente, la demande est censée être rejetée. »

Art. 5. L'article 97 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« L'autorité compétente envoie sa décision de suspendre temporairement ou retirer le permis à l'exploitant et au demandeur dans les trente jours à dater de l'envoi de la lettre recommandée visée à l'article 96, § 1^{er}. Elle en informe simultanément le fonctionnaire technique qui a rendu un avis conformément à l'article 65, § 2, du décret, l'autorité communale de chaque commune où une enquête publique a été organisée dans le cadre de la procédure de délivrance du permis d'environnement et le fonctionnaire chargé de la surveillance. Le cas échéant, elle en informe le fonctionnaire délégué.

§ 2. Simultanément à l'envoi de la décision de compléter ou de modifier les conditions particulières d'exploitation au demandeur, l'autorité compétente envoie une copie de la décision, au fonctionnaire chargé de la surveillance. Le cas échéant, elle en informe le fonctionnaire délégué. »

Art. 6. A l'annexe X du même arrêté, les mots "ou le permis unique" sont remplacés par les mots ", le permis unique ou la modification des conditions particulières d'exploitation".

Art. 7. Une annexe XXII est ajoutée comme suit :

Ministère de la Région wallonne

*Direction générale des Ressources naturelles
et de l'Environnement*

*Direction générale de l'Aménagement du Territoire,
du Logement et du Patrimoine*

Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

**Arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution
du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement**

Annexe XXII

Formulaire d'introduction d'une proposition ou d'une demande de complément ou de modification des conditions particulières d'exploitation d'une autorisation

Cadre réservé aux services administratifs de la commune de dépôt du dossier	
Commune où est déposé le dossier de demande	
Date de réception du dossier à la commune	
Référence du dossier à la commune	
Personne de contact à la commune	
Date d'expédition du dossier à la Division de la Prévention et des Autorisations	

Demandeur.

1. Identification de l'auteur de la demande.

Cadre A. — Personne physique.

Personne physique.

Nom :

Prénom :

Qualité :

Adresse

Rue : n° boîte :

Code postal : Commune :

Téléphone : Fax :

Courriel : @

N° T.V.A. :

Cadre B. — Personne morale.

Personne morale.

Dénomination ou raison sociale :

Forme juridique :

Adresse du siège social

Rue : n° boîte :

Code postal : Commune :

Téléphone : Fax :

Courriel : @

N° T.V.A. : N° B.C.E. :

Personne dûment habilitée à représenter la personne morale

Nom :

Prénom :

Qualité : Administrateur délégué
Directeur
Autre (préciser) :

2. Coordonnées du site d'implantation de l'établissement faisant l'objet de la demande de complément ou de modification des conditions particulières d'exploitation.

Dénomination.

Adresse

Rue : n° boîte :

Code postal : Commune :

Téléphone : Fax :

Courriel : @

Nom, Prénom et qualité de la personne pouvant être contactée par l'administration :

Coordonnées Lambert générales (si connues) : X = mètres; Y = mètres

3. Objet et références de l'autorisation initiale.

Autorisation / / délivrée par

Nature de l'établissement :

Objet de l'autorisation initiale :

4. Objet de la demande de complément ou de modification des conditions particulières d'exploitation.

5. Justification de la demande de complément ou de modification des conditions particulières d'exploitation.

6. Impacts sur l'environnement du complément ou de la modification des conditions particulières d'exploitation.

7. Résumé non technique des informations visées aux points 4, 5 et 6.

8. Signature.

Protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel

Conformément à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, les données que vous adressez en complétant ce formulaire sont destinées à assurer le suivi de votre dossier au sein du Ministère de la Région wallonne et ne pourront être transmises, sauf mention contraire dans ce formulaire, qu'aux services du gouvernement wallon suivants : Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, et à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. Vous pouvez avoir accès à vos données ou les faire rectifier le cas échéant. Vous ne pouvez exercer ce droit (d'accès ou de rectification) qu'auprès de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine et de la Direction générale des Ressources Naturelles et de l'Environnement.

Médiateur de la Région wallonne

Toute personne physique ou morale qui estime, à l'occasion d'une affaire la concernant, qu'une autorité administrative régionale wallonne n'a pas agi conformément à la mission de service public qu'elle doit assurer, peut introduire une réclamation individuelle, par écrit ou sur place, auprès du médiateur de la Région wallonne : Frédéric Bovesse, médiateur de la Région wallonne, avenue Gouverneur Bovesse 74, à 5100 Namur (Jambes).

Courriel : courrier@mediateur.wallonie.be

Site : <http://mediateur.wallonie.be>

Numéro vert : 0800-11901.

Art. 8. Le décret du 7 juillet 2006 modifiant le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement entre en vigueur le dixième jour après celui de la publication au *Moniteur belge* du présent arrêté.

Art. 9. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 21 décembre 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 370

[2007/200170]

21. DEZEMBER 2006 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Artikels 20 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere seiner Artikel 26 § 1, 65 § 1 abgeändert durch das Dekret vom 7. Juli 2006, 70 und 90;

Aufgrund des Dekrets vom 7. Juli 2006 zur Abänderung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere des Artikels 4;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des am 21. November 2006 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 41.540/4;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 11, Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung werden die Wörter "dem Dekret vom 13. Juni 1991 über den freien Zugang der Bürger zu Informationen über die Umwelt" durch die Wörter "den Artikeln D. 10 bis D. 20.18 des Buches I des Umweltgesetzbuches" ersetzt.

Art. 2 - In Artikel 39, Absatz 2 desselben Erlasses werden die Wörter "dem Dekret vom 13. Juni 1991 über den freien Zugang der Bürger zu Informationen über die Umwelt" durch die Wörter "den Artikeln D.10 bis D.20.18 des Buches I des Umweltgesetzbuches" ersetzt.

Art. 3 - Die Überschrift des Unterabschnitts 2 des Abschnitts 7 des Kapitels II desselben Erlasses wird durch folgende Überschrift ersetzt:

«Unterabschnitt 2 — Modalitäten des in den Artikeln 65 § 1 und 68 des Dekrets erwähnten Verfahrens»

Art. 4 - Es werden folgende Artikel in den neuen Unterabschnitt 2 des Abschnitts 7 des Kapitels II desselben Erlasses eingefügt:

« Art. 95bis - Der Vorschlag oder Antrag auf Ergänzung oder Abänderung der besonderen Betriebsbedingungen wird bei der für die Ausstellung der Umweltgenehmigung in erster Instanz zuständigen Behörde mittels eines Formulars eingereicht, dessen Muster in der Anlage XXII des vorliegenden Erlasses angeführt wird.

Der Vorschlag oder Antrag auf Ergänzung oder Abänderung der besonderen Betriebsbedingungen wird in drei Exemplaren eingereicht.

Wenn sich der Betrieb auf das Gebiet mehrerer Gemeinden erstreckt, ist die in Absatz 2 vorgesehene Anzahl der Exemplare des Vorschlags oder Antrags um die Anzahl anderer Gemeinden zu erhöhen, auf deren Gebiet sich der Betrieb befindet.

Art. 95ter - Der technische Beamte übermittelt sein Gutachten über die Notwendigkeit der Organisation einer öffentlichen Untersuchung:

1° dem Gemeindegremium der Gemeinde(n), auf deren Gebiet sich der Betrieb befindet;

2° dem Antragsteller;

3° dem Betreiber.

Art. 95quater - In den nachstehenden Gemeinden wird eine öffentliche Untersuchung organisiert:

1° in der oder den Gemeinden, auf deren Gebiet sich das Projekt befindet;

2° in der oder den Gemeinden, in denen ein Teil des Gebiets innerhalb eines Umkreises von 500 Metern rund um den gesamten Betrieb umschließenden Perimeter liegt, wenn es sich um einen Betrieb der Klasse 1 handelt.

Art. 95quinquies - § 1 - Innerhalb von fünf Tagen ab dem Erhalt der in Artikel 95ter erwähnten Unterlage kündigt(en) die Gemeindeverwaltung(en) die öffentliche Untersuchung durch Anschlag einer Bekanntmachung an, die dem in der Anlage X des vorliegenden Erlasses angegebenen Muster entspricht, und zwar vierundzwanzig Stunden vor deren Eröffnung.

Diese Bekanntmachung wird in schwarzen Buchstaben auf gelben Untergrund gedruckt und misst mindestens 35 dm². Sie wird an folgenden Stellen angeschlagen:

1° im Gemeindehaus;

2° an den üblichen Anschlagstellen;

3° an vier Stellen in der Nähe des Standorts, an dem sich der Betrieb befindet, entlang einer befahrbaren öffentlichen Straße oder Durchfahrt.

Diese Bekanntmachung enthält Name und Anschrift des Antragstellers und des technischen Beamten, damit jede Person technische Erklärungen über den Betrieb erhalten kann.

§ 2 - An dem Tag, an dem sie die Bekanntmachung anschlägt(agen), sendet(n) die Gemeindeverwaltung(en) eine Abschrift dieser Bekanntmachung an die angrenzenden Gemeinden und den technischen Beamten und setzen folgende Personen von der Eröffnung der öffentlichen Untersuchung schriftlich, individuell und an die persönliche Anschrift in Kenntnis:

1° die Eigentümer und Bewohner der in einem Umkreis von 50 Metern rund um den Betrieb gelegenen Grundstücke und Gebäude, wenn es einen Betrieb der Klasse 1 betrifft;

2° die Inhaber von sich aus durch menschliches Eingreifen oder vertragliche Verpflichtungen entstandenen Dienstbarkeiten ergebenden Rechten bezüglich der Benutzung des in dem Antrag oder Vorschlag angegebenen Bodens, die die Abänderung der Sonderbedingungen löschen oder ändern würde.

Art. 95^{sexies} - Die öffentliche Untersuchung dauert fünfzehn Tage.

Während der gesamten Dauer der Untersuchung bleiben die in Artikel 95^{quinquies}, § 1 erwähnten Bekanntmachungen gut sichtbar und leserlich angeschlagen.

Art. 95^{septies} - Während der Dauer der Untersuchung kann der Inhalt des Antrags oder Vorschlags der Sonderbedingungen, mit Ausnahme der gemäß dem Absatz 2 durch Beschluss des technischen Beamten der öffentlichen Untersuchung entzogenen Angaben, bei der Gemeindeverwaltung während den Öffnungszeiten der Büros, sowie einmal in der Woche bis um zwanzig Uhr oder am Samstag Morgen eingesehen werden.

Der technische Beamte entscheidet, ob es angebracht ist, der öffentlichen Untersuchung bestimmte Angaben zu entziehen, indem er die in Artikel 6 des Gesetzes vom 11. April 1994 über die Öffentlichkeit der Verwaltung und in den Artikeln D.10 bis D.20.18 des Buches I des Umweltgesetzbuches gegebenen Kriterien benutzt.

In der Akte des der öffentlichen Untersuchung unterzogenen Genehmigungsantrags wird angegeben, ob der technische Beamte den Entzug bestimmter Angaben der Untersuchung beschlossen hat.

Art. 95^{octies} - Während der Dauer der Untersuchung kann jede Person unter Angabe von Namen und Anschrift ihre schriftlichen oder mündlichen Einwände und Bemerkungen an die Gemeindeverwaltung richten.

Wenn die Bemerkungen und Einwände mündlich übermittelt werden, nimmt die Gemeindeverwaltung ein Protokoll auf, das von dem Betroffenen unterzeichnet wird.

Art. 95^{nonies} - § 1 - Falls das Gemeindegremium nach der in Artikel 29 des Dekrets erwähnten Mahnung die Verpflichtung nicht eingehalten hat, eine öffentliche Untersuchung zu organisieren, kann der technische Beamte an dessen Stelle treten, indem er die in den Artikeln 95^{quinquies} bis 95^{octies} erwähnten Formalitäten selbst erfüllt.

§ 2 - Der technische Beamte nimmt die in Artikel 95^{quinquies} vorgesehenen Formalitäten vor, indem er zum Anschlag der Bekanntmachung einen Gerichtsvollzieher seiner Wahl heranzieht.

§ 3 - Die mit der Erfüllung der Formalitäten der öffentlichen Untersuchung verbundenen Kosten gehen zu Lasten des säumigen Gemeindegremiums.

Art. 95^{decies} - Auf der Grundlage der eingeholten Gutachten sendet der technische Beamte, wenn es sich bei ihm nicht um die zuständige Behörde handelt, sein Gutachten an die zuständige Behörde, und zwar:

1° innerhalb von fünfzig Tagen nach Erhalt des Abschlussprotokolls der öffentlichen Untersuchung;

2° falls keine öffentliche Untersuchung organisiert wurde, innerhalb von fünfzig Tagen ab der Einsendung an den technischen Beamten des Vorschlags oder Antrags auf Ergänzung oder Abänderung der Sonderbedingungen.

Am Tag, an dem der technische Beamte sein Gutachten einsendet, setzt er den Antragsteller und den Betreiber davon in Kenntnis.

Art. 96^{bis} - § 1 - Die zuständige Behörde sendet ihren Beschluss innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Tag, an dem sie das Gutachten des technischen Beamten erhält, oder in Ermangelung dessen, ab dem Tag, der auf den Ablauf der in Absatz 1 des Artikels 95^{decies} erwähnten Fristen folgt, an den Antragsteller, den technischen Beamten, den Betreiber sowie an jede zu Rate gezogene Behörde oder Verwaltung.

§ 2 - Wenn der technische Beamte die zuständige Behörde ist, sendet er seinen Beschluss an den Antragsteller, den Betreiber, das Gemeindegremium, sowie an jede zu Rate gezogene Behörde oder Verwaltung, und zwar:

1° innerhalb von achtzig Tagen nach Erhalt des Abschlussprotokolls der öffentlichen Untersuchung;

2° falls keine öffentliche Untersuchung organisiert wurde, innerhalb von achtzig Tagen ab der Einsendung an den technischen Beamten des Vorschlags oder Antrags auf Ergänzung oder Abänderung der Sonderbedingungen.

§ 3 - In Ermangelung eines Beschlusses seitens der zuständigen Behörde innerhalb dieser Frist:

1° falls der technische Beamte nicht die zuständige Behörde ist, wird davon ausgegangen, dass der Beschluss der zuständigen Behörde laut den Schlussfolgerungen des Gutachtens des technischen Beamten angenommen wurde.

In Ermangelung eines Gutachtens innerhalb der in Artikel 95^{decies} erwähnten Frist gilt der Antrag als abgelehnt.

2° falls der technische Beamte die zuständige Behörde ist, gilt der Antrag als abgelehnt.»

Art. 5 - Artikel 97 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Die zuständige Behörde sendet dem Betreiber und dem Antragsteller innerhalb von dreißig Tagen ab der Einsendung des in Artikel 96 § 1 erwähnten Einschreibens ihren Beschluss, die Genehmigung vorübergehend auszusetzen oder zu entziehen. Gleichzeitig setzt sie den technischen Beamten, der gemäß Artikel 65 § 2 des Dekrets ein Gutachten abgegeben hat, die Gemeindebehörde einer jeden Gemeinde, in der im Rahmen des Verfahrens zur Ausstellung der Umweltgenehmigung eine öffentliche Untersuchung organisiert wurde, und den mit der Überwachung beauftragten Beamten davon in Kenntnis. Gegebenenfalls setzt sie den beauftragten Beamten davon in Kenntnis.

§ 2 - Gleichzeitig mit der Einsendung des Beschlusses zur Ergänzung oder Abänderung der besonderen Betriebsbedingungen an den Antragsteller, sendet die zuständige Behörde eine Abschrift des Beschlusses an den mit der Überwachung beauftragten Beamten. Gegebenenfalls setzt sie den beauftragten Beamten davon in Kenntnis.»

Art. 6 - In der Anlage X desselben Erlasses werden die Wörter "oder Globalgenehmigung" durch die Wörter "Globalgenehmigung oder Abänderung der besonderen Betriebsbedingungen" ersetzt.

Art. 7 - Eine Anlage XXII mit folgendem Wortlaut wird beigelegt:

Ministerium der Wallonischen Region

*Generaldirektion der Naturschätze
und der Umwelt*

*Generaldirektion der Raumordnung,
des Wohnungswesens und des Erbes*

Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung

Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung

Anlage XXII

Formular zur Einreichung eines Vorschlags oder Antrags auf Ergänzung oder Abänderung der besonderen Betriebsbedingungen einer Genehmigung

Den Gemeindedienststellen für die Hinterlegung der Akte vorbehaltenes Feld	
Gemeinde, in der die Antragsakte hinterlegt wurde	
Datum des Eingangs der Akte bei der Gemeinde	
Referenz der Akte bei der Gemeinde	
Kontaktperson bei der Gemeinde	
Datum der Einsendung der Akte bei der Abteilung Vorbeugung und Genehmigungen	

Antragsteller.

1. IDENTIFIZIERUNG DES URHEBERS DES ANTRAGS.

Feld A. — Natürliche Person.

Natürliche Person.

Name:

Vorname:

Eigenschaft:

Anschrift

Straße:

Nr. Briefkasten:

Postleitzahl:

Gemeinde:

Telefon:

Fax:

E-Mail: @

Nr. der MwSt:

Feld B. Juristische Person.

Juristische Person.

Bezeichnung oder Gesellschaftsname:

Rechtsform:

Anschrift des Gesellschaftssitzes:

Straße:

Nr. Briefkasten:

Postleitzahl:

Gemeinde:

Telefon:

Fax:

E-Mail: @

Nr. der MwSt:

Nr. der EZB:

Person, die ordnungsgemäß zur Vertretung der juristischen Person befugt ist

Name:

Vorname:

Eigenschaft: Geschäftsführer
Direktor
Sonstiges (bitte näher angeben):

2. Daten des Standorts des Betriebs, der gegenstand eines Antrags auf Ergänzung oder Abänderung der besonderen Betriebsbedingungen ist.

Bezeichnung:

Anschrift

Straße:

Nr. Briefkasten:

Postleitzahl:

Gemeinde:

Telefon:

Fax:

E-Mail: @

Name, Vorname und Eigenschaft der Person, die von der Verwaltung kontaktiert werden kann:

Allgemeine Lambert-Koordinate (wenn bekannt): X = Meter; Y = Meter

3. Gegenstand und Referenzen der ursprünglichen Genehmigung.

Genehmigung / / ausgestellt von

Art des Betriebs:

Gegenstand der ursprünglichen Genehmigung:

4. Gegenstand des Antrags auf Ergänzung oder Abänderung der besonderen Betriebsbedingungen.

5. Begründung für den Antrag auf Ergänzung oder Abänderung der besonderen Betriebsbedingungen.

6. Auswirkungen auf die Umwelt der Ergänzung oder Abänderung der besonderen Betriebsbedingungen.

7. Nichttechnische zusammenfassung der in den punkten 4, 5 und 6 angegebenen Auskünfte.

8. Unterschrift.

Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten

Gemäß dem Gesetz vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten sind die Angaben, die Sie durch das Ausfüllen dieses Formulars übermitteln, dazu bestimmt, die weitere Bearbeitung Ihrer Akte innerhalb des Ministeriums der Wallonischen Region zu gewährleisten und dürfen nur den nachstehenden Dienststellen der Wallonischen Regierung übermittelt werden, außer wenn in diesem Formular anderslautende Bestimmungen angegeben werden: Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes und Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt. Sie haben Zugang zu Ihren Daten oder können sie gegebenenfalls berichtigen lassen. Sie können dieses Recht (auf Zugang oder Berichtigung) nur bei der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes und bei der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt ausüben.

Vermittler der Wallonischen Region

Jede natürliche oder juristische Person, die anlässlich einer sie betreffenden Angelegenheit der Ansicht ist, dass eine wallonische regionale Verwaltungsbehörde nicht gemäß der von ihr zu gewährleistenden Aufgabe öffentlichen Dienstes gehandelt hat, kann eine schriftliche oder an Ort und Stelle dem nachstehenden Vermittler der Wallonischen Region ausgehändigte Beschwerde einreichen: Frédéric Bovesse, Vermittler der Wallonischen Region, avenue Gouverneur Bovesse 74 in 5100 Namur (Jambes).

E-Mail: courrier@mediateur.wallonie.be

Webseite: <http://mediateur.wallonie.be>

Grüne Rufnummer: 0800-11901

Art. 8 - Das Dekret vom 7. Juli 2006 zur Abänderung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung tritt am zehnten Tag nach demjenigen der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* des vorliegenden Erlasses in Kraft.

Art. 9 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 21. Dezember 2006

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 370

[2007/200170]

21 DECEMBER 2006. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning

De Waalse Regering,

Gelet op artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 26, § 1, 65, § 1, gewijzigd bij het decreet van 7 juli 2006, 70 en 90;

Gelet op het decreet van 7 juli 2006 tot wijziging van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het advies 41.540/4 van de Raad van State, gegeven op 21 november 2006, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 11, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning worden de woorden "het decreet van 13 juni 1991 met betrekking tot de vrije toegang van de burgers tot de informatie betreffende het leefmilieu" vervangen door de woorden "de artikelen D.10 tot D.20.18 van Boek I van het Milieuwetboek".

Art. 2. In artikel 39, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "het decreet van 13 juni 1991 met betrekking tot de vrije toegang van de burgers tot de informatie betreffende het leefmilieu" vervangen door de woorden "de artikelen D.10 tot D. 20.18 van Boek I van het Milieuwetboek".

Art. 3. In hoofdstuk II, afdeling 7, van hetzelfde besluit wordt het opschrift van onderafdeling 2 vervangen door het volgende opschrift :

« Onderafdeling 2. — Modaliteiten van de procedure bedoeld in de artikelen 65, § 1, en 68 van het decreet »

Art. 4. In hoofdstuk II, afdeling 7, van hetzelfde besluit wordt de nieuwe onderafdeling 2 aangevuld met de volgende artikelen :

« Art. 95bis. Het voorstel of het verzoek tot aanvulling of tot wijziging van de specifieke exploitatienormen wordt d.m.v. het formulier, waarvan het model in bijlage XXII bij dit besluit gaat, aan de bevoegde overheid gericht die de milieuvergunning in eerste instantie afgeeft.

Het voorstel of het verzoek tot aanvulling of tot wijziging van de specifieke exploitatienormen wordt ingediend in drie exemplaren.

Als de inrichting op het grondgebied van verschillende gemeenten gevestigd is, wordt het aantal exemplaren van het voorstel of het verzoek, zoals bedoeld in het tweede lid, verhoogd met het aantal overige gemeenten op het grondgebied waarvan de inrichting gevestigd is.

Art. 95ter. De technisch ambtenaar stuurt zijn advies m.b.t. de noodzaak tot organisatie van een openbaar onderzoek naar :

1^o het gemeentecollege van de gemeente(n) op het grondgebied waarvan de inrichting gevestigd is;

2^o de aanvrager;

3^o de exploitant.

Art. 95quater. Er wordt een openbaar onderzoek georganiseerd in de volgende gemeenten :

1^o de gemeente(n) op het grondgebied waarvan het project gelegen is;

2^o de gemeente(n) waarvan een gedeelte van het grondgebied binnen een straal van 500 meter ligt rondom de perimeter die het geheel van de inrichting afbakt, als het gaat om een inrichting van klasse 1.

95quinquies. § 1. Binnen vijf dagen na ontvangst van het document bedoeld in artikel 95ter wordt het openbaar onderzoek vierentwintig uren vóór de opening ervan door het gemeentebestuur (de gemeentebesturen) aangekondigd door aanplakking van een bericht conform het model opgenomen in bijlage X bij dit besluit.

Dat bericht is in zwarte letters op gele achtergrond gedrukt en heeft een oppervlakte van minimum 35 dm². Het wordt aangeplakt :

1^o in het gemeentehuis;

2^o op de gebruikelijke aanplakplaatsen;

3^o op vier plekken dichtbij de plaats waar de inrichting gevestigd is, langs een berijdbare openbare weg of een doorgangsweg.

Dat bericht bevat de personalia van de aanvrager en van de technisch ambtenaar opdat iedereen technische uitleg over het project kan krijgen.

§ 2. Op de dag van de aanplakking van het bericht stuurt het gemeentebestuur (sturen de gemeentebesturen) een afschrift ervan naar de aangrenzende gemeenten en de technisch ambtenaar en geven ze schriftelijk, individueel en aan huis kennis van de opening van het openbaar onderzoek aan :

1^o de eigenaars en bezetters van de terreinen en onroerende goederen gelegen binnen een straal van 50 meter rondom de inrichting indien het gaat om een inrichting van klasse 1;

2° de houders van rechten voortkomend uit erfdiensbaarheden door toedoen van de mens of uit in het verzoek of in het voorstel vermelde conventionele verplichtingen betreffende het gebruik van de grond, die zouden vervallen of gewijzigd worden ingevolge de wijziging van de specifieke normen.

Art. 95*sexies*. Het openbaar onderzoek duurt vijftien dagen.

De adviezen bedoeld in artikel 95*quinquies*, § 1, blijven op zichtbare en leesbare wijze aangeplakt tijdens de hele duur van het onderzoek.

Art. 95*septies*. Tijdens de duur van het onderzoek kan de inhoud van het verzoek of van het voorstel m.b.t. de specifieke normen in het gemeentehuis ingekeken worden op kantooruren, alsook één dag per week tot twintig uur of op zaterdagochtend, met uitzondering van de gegevens die overeenkomstig het tweede lid bij beslissing van de technisch ambtenaar aan het openbaar onderzoek zijn onttrokken.

De technisch ambtenaar beslist op grond van de beoordelingscriteria bedoeld in artikel 6 van de wet van 11 april 1994 betreffende de openbaarheid van bestuur en in de artikelen D.10 tot D.20.18 van Boek I van het Milieuwetboek of bepaalde gegevens aan het openbaar onderzoek onttrokken moeten worden.

Het dossier van vergunningsaanvraag dat het voorwerp uitmaakt van het openbaar onderzoek vermeldt het feit dat de technisch ambtenaar besloten heeft bepaalde gegevens aan het onderzoek te onttrekken.

Art. 95*octies*. Tijdens de duur van het onderzoek kan iedereen zijn bezwaren en opmerkingen schriftelijk of mondeling aan het gemeentebestuur richten, met opgave van naam en adres.

In geval van mondelinge opmerkingen of bezwaren wordt door het gemeentebestuur een proces-verbaal opgemaakt, dat door belanghebbende getekend moet worden.

Art. 95*nonies*. § 1. Als het gemeentecollege na de verwittiging bedoeld artikel 29 van het decreet zijn verplichting tot organisatie van een openbaar onderzoek niet nakomt, kan de technisch ambtenaar in zijn plaats treden om de formaliteiten bedoeld in de artikelen 95*quinquies* tot 95*octies* te vervullen.

§ 2. De technisch ambtenaar vervult de formaliteiten bedoeld in artikel 95*quinquies* door beroep te doen op een gerechtsdeurwaarder van zijn keuze om het bericht aan te plakken.

§ 3. De kosten i.v.m. het vervullen van de formaliteiten van het openbaar onderzoek worden gedragen door het in gebreke gebleven gemeentecollege.

Art. 95*decies*. Op basis van de ingewonnen adviezen stuurt de technisch ambtenaar, indien hij de bevoegde overheid niet is, zijn advies naar de bevoegde overheid :

1° binnen vijftig dagen na ontvangst van het proces-verbaal van sluiting van het openbaar onderzoek;

2° als er geen openbaar onderzoek is georganiseerd, binnen vijftig dagen na verzending naar de technisch ambtenaar van het voorstel of het verzoek tot aanvulling of tot wijziging van de specifieke exploitatienormen.

De technisch ambtenaar verwittigt de aanvrager en de exploitant de dag waarop hij zijn advies verstuurt.

Art. 96*bis*. § 1. De bevoegde overheid stuurt haar beslissing naar de aanvrager, de technisch ambtenaar, de exploitant en naar elke geraadpleegde overheid of administratie binnen een termijn van dertig dagen, die ingaat op de datum waarop zij het advies van de technisch ambtenaar ontvangt of, bij gebreke daarvan, op de dag na afloop van de termijnen bedoeld in het eerste lid van artikel 95*decies*.

§ 2. Als de technisch ambtenaar de bevoegde overheid is, stuurt hij zijn beslissing naar de aanvrager, de exploitant, het gemeentecollege, alsook naar elke geraadpleegde overheid of administratie :

1° binnen tachtig dagen na ontvangst van het proces-verbaal van sluiting van het openbaar onderzoek;

2° als er geen openbaar onderzoek is georganiseerd, binnen tachtig dagen na verzending naar de technisch ambtenaar van het voorstel of het verzoek tot aanvulling of tot wijziging van de specifieke exploitatienormen.

§ 3. Bij gebrek aan beslissing van de bevoegde overheid binnen die termijn :

1° als de technisch ambtenaar de bevoegde overheid niet is, wordt de beslissing van de bevoegde overheid geacht te zijn vastgelegd op grond van de conclusies van het advies van de technisch ambtenaar;

2° Bij gebrek aan advies binnen de termijn bedoeld in artikel 95*decies* wordt het verzoek geacht verworpen te zijn;

als de technisch ambtenaar de bevoegde overheid is, wordt de aanvraag geacht verworpen te zijn. »

Art. 5. Artikel 97 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« De bevoegde overheid stuurt haar beslissing tot tijdelijke opschorting of tot intrekking van de vergunning naar de exploitant en de aanvrager binnen dertig dagen, met ingang van de verzenddatum van het aangetekend schrijven bedoeld in artikel 96, § 1. Ze informeert gelijktijdig de technisch ambtenaar die overeenkomstig artikel 65, § 2, van het decreet advies heeft uitgebracht, de gemeentelijke overheid van elke gemeente waar een openbaar onderzoek is georganiseerd in het kader van de procedure tot aflevering van de milieuvergunning en de toezichthoudend ambtenaar. In voorkomend geval brengt ze de afgevaardigde ambtenaar op de hoogte daarvan.

§ 2. Gelijktijdig met de verzending van de beslissing tot aanvulling of tot wijziging van de specifieke exploitatienormen naar de aanvrager, stuurt de bevoegde overheid een afschrift van de beslissing naar de toezichthoudend ambtenaar. In voorkomend geval brengt ze de afgevaardigde ambtenaar op de hoogte daarvan. »

Art. 6. In bijlage X bij hetzelfde besluit worden de woorden "of unieke vergunning" vervangen door de woorden "unieke vergunning of tot wijziging van de specifieke exploitatienormen".

2. Gegevens betreffende de vestigingsplaats van de inrichting waarvoor de aanvulling of de wijziging van de specifieke exploitatienormen wordt aangevraagd.

Benaming

Adres

Straat : nr. bus :

Postcode : Gemeente :

Telefoon : Fax :

E-mail : @

Naam, voornaam en hoedanigheid van de persoon met wie de administratie contact kan opnemen :

Algemene Lambert-coördinaten (indien gekend) : X = meter; Y = meter; Y =

3. Voorwerp en referenties van de oorspronkelijke vergunning.

Vergunning / / afgegeven door

Aard van de inrichting :

Voorwerp van de oorspronkelijke vergunning :

4. Voorwerp van de aanvraag tot aanvulling of tot wijziging van de specifieke exploitatienormen.

5. Rechtvaardiging van de aanvraag tot aanvulling of tot wijziging van de specifieke exploitatienormen.

6. Milieueffecten van de aanvulling of de wijziging van de specifieke exploitatienormen.

7. Niet-technische samenvatting van de gegevens bedoeld onder de punten 4, 5 en 6.

8. Handtekening.

Bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens

Overeenkomstig de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, dienen de gegevens waarmee u dit formulier invult voor de opvolging van uw dossier bij het Ministerie van het Waalse Gewest. Behoudens andersluidende melding in dit formulier mogen ze slechts aan de volgende diensten van de Waalse Regering overgemaakt worden: aan het "Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine" en aan het "Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement". U kunt uw gegevens inkijken of ze desgevallend laten bijsturen. Dat recht (op inzage of bijsturing) kan slechts uitgeoefend worden bij het "Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine" en bij het "Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement".

Bemiddelaar van het Waalse Gewest

Elke natuurlijke of rechtspersoon die, in een zaak die hem betreft, acht dat een administratieve overheid van het Waalse Gewest niet gehandeld heeft overeenkomstig de publieke taak die ze moet vervullen, kan, schriftelijk of ter plaatse, een persoonlijke klacht indienen bij de bemiddelaar van het Waalse Gewest : Frédéric Bovesse, médiateur de la Région wallonne, avenue Gouverneur Bovesse 74, 5100 Namur (Jambes).

E-mail : courrier@mediateur.wallonie.be

Site : <http://mediateur.wallonie.be>

Numéro vert : 0800-11901

Art. 8. Het decreet van 7 juli 2006 tot wijziging van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning treedt in werking op de tiende dag na de datum van bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 9. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 december 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN